

Pour vous donner une idée de l'ordre de grandeur, je vous dirai que l'an dernier notre déficit équivalait presque au total des flux d'aide apportés à tous les pays en développement par tous les pays industrialisés, exception faite des donateurs du CAD. Je pourrais aussi vous présenter la situation sous un autre angle: comme les dépenses du gouvernement du Canada dépassaient chaque jour ses rentrées de 100 millions de dollars, au bout de quatre ou cinq jours notre déficit était comparable au PNB annuel total du Lesotho. En l'espace d'un mois, il devenait à peu près égal aux PNB conjugués du Libéria, de la Mauritanie et du Yémen du Sud. Sur toute une année, il équivalait, en se fondant sur les chiffres cités dans le tout dernier Rapport sur le développement dans le monde, à la somme des PNB du Tchad, de l'Éthiopie, du Mali, du Zaïre, du Malawi, du Burkina Faso, du Burundi, de la Tanzanie, du Rwanda, du Bénin, de la Guinée, du Togo et de la Sierra Leone.

Mais alors même que nous nous appliquons à réduire cet énorme déficit, nous nous rendons compte que la demande d'aide au développement continuera de croître, et de loin beaucoup plus rapidement que les disponibilités. Chaque jour de chaque année, l'urgence des besoins se fera sentir - le besoin d'apprendre, le besoin de protéger les sols, le besoin de planter des arbres, de creuser des puits et d'accroître la production alimentaire, aussi bien en Afrique que partout ailleurs dans le Tiers monde. Pour décider de la répartition de notre aide, il nous faudra encore et toujours faire des choix difficiles.

Le nouveau budget n'entraînera aucun changement dans nos priorités de dépenses au titre de l'APD. Il se pourrait toutefois que ces priorités changent au cours des prochains mois, par suite d'études de l'APD entreprises aux niveaux parlementaire et ministériel. Si ces changements interviennent, ils auront été motivés par des considérations de politique étrangère et de développement international, et non par la décision du Canada de réduire son déficit. Ils seront le résultat d'un processus d'examen public de la politique étrangère et de développement, que M^{me} Vézina et moi-même avons enclenché dès notre arrivée au Ministère.

Il ressort cependant du budget et des prévisions de dépenses que notre approche du développement international a effectivement changé sur trois points importants.